

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-blindes-de-guerre-GAV-a-69-ans-expulsions-recuperations.html>



# Chronique du système policier français : blindés de guerre, GAV à 69 ans, expulsions, récupérations, police du cellule Demeter, mensonges d'État, insultes, répression d'écologistes...



Date de mise en ligne : vendredi 5 novembre 2021

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Le système policier c'est comme un gros blindé militaire, toujours plus lourd et sophistiqué, qui laisse des traces toujours plus profondes, qui couvre un territoire toujours plus grand toujours plus vite, qui écrase tout sur son passage, qui s'enlise dans la boue de la fascisation, de l'autoritarisme, de l'impunité et de la guerre aux pauvres/révolté.e.s.**

Si on était en démocratie, les peuples n'auraient pas besoin de se révolter avec force pour faire valoir leurs droits et revendications.

Si on était en démocratie, les instances politiques accueilleraient les contestations émancipatrices avec empressement, ouverture, bienveillance, en annulant les dispositifs honnis, en permettant aux protestataires de prendre une part active et effective aux décisions les concernant et aux projets.

Si on était en démocratie, peuples et instances politiques seraient une seule et même chose.

Le système policier ne peut pas être au service des peuples, il défend fatalement ce qui lui donne les ordres : le capitalisme, les oligarchies électives et les organes de l'Etat.

Le système policier est donc fatalement contre la démocratie, donc contre les peuples.

## **f FASCISME DU QUOTIDIENf**

**f Ce lundi métro Robespierre, une personne avait baissé son masque sous le menton car elle avait des problèmes pour respirer.**

f Une équipe de la RATP est intervenue avec violence et sans mesure !

**f L'homme gravement molesté a été gardé à vue pendant 24 h et est convoqué en justice au mois de mai. Il devrait se retrouver avec 700Euros d'amende minimum.**

f Il est tout de même bon de voir que les voyageurs ont protesté ! Intervenons quand nous sommes confrontés à ce genre de situation abjecte, refusons ces abus de pouvoir, montrons notre solidarité.

*Source Bienvenue En France*



**Chronique du système policier français : blindés de guerre, GAV à 69 ans, expulsions, récupérations, police du métro, cellule Demeter, mensonges d'État, insultes, répression d'écologistes... Projet de « coup d'Etat » d'extrême droite, des policiers, gendarmes et militaires impliqués**

# **PROJET DE COUP D'ÉTAT D'EXTRÊME DROITE : DES POLICIERS ET MILITAIRES DANS LA LISTE DES MILITANTS**

Un projet de coup d'État vient d'être démantelé : sous l'égide de Rémy Daillet, ancien cadre centriste passé à l'extrême droite, des centaines de personnes préparaient une attaque armée pour prendre le pouvoir. Le projet qui consistait à converger vers Paris en commettant des attentats armés et à prendre les lieux de pouvoir, paraît délirant. **Sauf qu'il réunissait 300 militants réunis en cellules organisées et armées.**

**Les autorités parlent d'une « incroyable organisation clandestine nationale, structurée en cellule régionale ».** Le leader avait nommé d'anciens haut gradés de l'armée pour développer la branche militaire du mouvement. Christophe M, 63 ans, lieutenant-colonel, avait notamment été nommé « officier recruteur » pour « trouver des capitaines de région, coordonner les actions, sélectionner les troupes et préparer l'attaque finale ». Le but final consistait à se munir « de bouclier de CRS et d'explosifs » pour passer à l'assaut.

**Dans la note des renseignements, parmi les 300 membres du groupe, il y a de nombreux policiers, gendarmes et militaires, souvent toujours en activité. Mais aussi un maire, une avocate, et même le frère d'un député qui s'était procuré la recette pour fabriquer des explosifs, et qui avait acheté de grandes quantités d'engrais pour fabriquer des bombes.**

Toujours aucune réaction du gouvernement qui préfère parler « d'islamo-gauchisme » et de « woke », tout en réprimant les luttes sociales.



**Chronique du système policier français : blindés de guerre, GAV à 69 ans, expulsions, récupérations, police du métro, cellule Demeter, mensonges d'État, insultes, répression d'écologistes...** Une cafetière de 69 ans en GAV pour des papeteries de pass sanitaire !

## **LE CONTRÔLE DU PASS SANITAIRE : UNE CAFETIÈRE DE 69 ANS JETÉE EN GARDE À VUE POUR DES DOCUMENTS NON CONFORMES DE CERTAINS CLIENTS**

Nouvelle histoire ubuesque en banlieue parisienne dans l'une des villes les plus pauvres de France. La scène s'est déroulée à Clichy-sous-Bois où les contrôles sanitaires ont été renforcés ces dernières semaines. Les bars et restaurants y sont particulièrement ciblés par les autorités.

Il y a un mois, une sexagénaire qui tient un café en Seine-Saint-Denis a passé une nuit en geôle à cause d'un contrôle de Pass Sanitaire dans son établissement. Ce lundi, un article du Parisien revenait sur la sinistre affaire. Des flics débarquent dans le café de Leyla, 69 ans. Elle est la gérante du Balajan depuis 7 ans. La police vient contrôler les pass sanitaires des ses clients. Les consommateurs s'exécutent mais certains d'entre-eux présentent « des documents qui ne sont pas en règle ».

L'histoire devient grotesque. Les policiers décident d'arrêter Leyla. Elle est emmenée illico presto au commissariat. La femme sera jetée en garde à vue pour la nuit, privée de chaussures, de nourriture et de boissons. Les fonctionnaires lui interdiront même d'aller aux toilettes. L'humiliation est totale. La maltraitance est flagrante pour cette personne âgée qui ne comprend toujours pas ce qui lui est arrivée. La cafetière encore choquée risque une amende et la fermeture administrative de son bar.

Vous êtes bien en France, ce pays où l'on enferme une mamie gérante d'un café de banlieue parce que ces clients n'ont pas présenté un Pass Sanitaire aux flics. La police aurait-elle aussi zélée dans un quartier huppée de la capitale ? Aurait-elle osé mettre au cachot un tenancier d'un resto chic si sa clientèle n'avait pas pu présenter les bons documents ? Pendant ce temps là, le pass n'est toujours pas obligatoire à l'assemblée nationale.

Une journée de plus en Absurditan Autoritaire... Quand est-ce que ça s'arrête ?

(posts de Nantes Révoltée, 29 octobre)

## OPÉRATION ANTI-TERRORISTE DANS UN COLLÈGE BASQUE : IL S'AGISSAIT D'OUVRIERS QUI PRTAIENT AVANT D'ALLER TRAVAILLER

Alerte rouge, hier jeudi, dans un collège du Pays Basque. Deux hommes « suspects » se seraient introduits dans l'établissement scolaire de la commune de Saint-Pierre d'Irube. Immédiatement, le principal de l'établissement déclenche le « plan particulier de mise en sécurité ». Les élèves sont confinés dans leur salle de classe. Une soixantaine de gendarmes débarquent sur les lieux, avec un escadron du PSIG - pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie. La police judiciaire de Bayonne est aussi sur les lieux. Des véhicules sont « neutralisés » par une équipe de démineurs, il y a des détonations.

« On a fait l'exercice, puis on nous a informé qu'il ne s'agissait pas d'un entraînement mais de deux personnes, qui aimaient la guerre, et qui étaient rentrée dans le collège » explique un élève. Une autre ajoute : « Ma voisine de classe a fait une crise d'angoisse, une autre a pleuré... » Cette intervention massive des forces de l'ordre a lieu au lendemain d'un exercice anti-intrusion, réalisé dans ce même établissement. Climat de peur chez les adolescents. Tous les élèves sont ensuite envoyés chez eux dans l'après-midi.

Les deux individus « suspects » identifiés par des « témoins » sont en fait deux ouvriers qui se rendaient sur un chantier, et qui priaient sur le parking avant de partir ensemble au travail. Le procureur de la République de Bayonne affirme qu'il n'y a eu aucune infraction pénale dans l'enceinte du collège. Les deux hommes ont été interrogés, ils attendaient un covoiturage sur le parking. Ils n'ont « pas d'antécédents judiciaires et sont inconnus des services de renseignement ». « Il est démontré qu'aucun n'a pénétré de manière illicite dans l'établissement scolaire, à rebours des témoignages initiaux ayant motivé l'opération de sécurisation des lieux », conclut le parquet dans un communiqué.

La veille, les adolescents avaient déjà subi un stress avec un exercice « d'entraînement » en condition réelle. Comment ne pas faire un lien entre ces manoeuvres anxiogènes et la sur-interprétation des élèves à la vue de prières ? Cette affaire, finalement assez grotesque, décrit le climat actuel de la France : un pays infusé d'islamophobie qui considère à priori comme suspects des musulmans, désignés par un élève comme « des personnes qui aiment la guerre ». **Un pays tétanisé par le climat antiterroriste qui entretient la méfiance et la peur depuis des années, et qui nous habitue à des opérations armées de forces de l'ordre partout et tout le temps.**

[https://www.mediabask.eus/fr/info\\_mbsk/20211022/fausse-alerte-au-college-aturri-de-saint-pierre-d-irube](https://www.mediabask.eus/fr/info_mbsk/20211022/fausse-alerte-au-college-aturri-de-saint-pierre-d-irube)



**Chronique du système policier français : blindés de guerre, GAV à 69 ans, expulsions, récupérations, police du métro, cellule Demeter, mensonges d'État, insultes, répression d'écologistes...** Le CRS responsable de la mort de Zineb Redouane à Marseille court toujours

## UN POLICIER DE LA BRIGADE DES MINEURS MET EN DOUTE LA PEDOCRIMINALITE

### ► Attention, contenu choquant -

Cet enregistrement sonore diffusé par une mère ayant appelé la Brigade de Protection des Mineurs fait froid dans le dos. Il s'agit d'un signalement d'une maman à la police pour des soupçons de pédocriminalité.

Au téléphone, l'accueil réservé à la mère de famille par l'agent de police, est plus que froid. Pire, il lui est explicitement conseillé « d'arrêter avec ces histoires » : « Pour les enfants de 4 ans, c'est assez fréquent qu'il y ait ce genre de langage, c'est pas forcément qu'il y a quelque chose derrière, hein... A l'école aussi, ça raconte pas mal de choses, c'est pas forcément lié à son père... C'est pas à votre cerveau d'adulte de fantasmer sur le vocabulaire d'une enfant de 4 ans... Hein, d'accord ? » indique-t-on au bout du fil. Les soupçons de violences sexuelles seraient des « fantasmes » d'adulte.

La voix du policier poursuit : « Je vous dis, vous allez plutôt voir un psychologue, faire un petit point avec votre enfant mais bon, c'est pas parce qu'elle parle de ça que c'est lié à un abus sexuel. [...] Moi, je vous dis madame, un enfant de 4 ans et demi ça dit tout et n'importe quoi, faut pas du tout se fier à la parole. Parce que c'est pas parce que vous êtes séparée de cet homme-là que fatalement il fait du mal à votre fille. » La mère de famille semble bouleversée et sans voix.

Ce signalement, fait suite à celui de l'école et d'une assistante sociale, et malgré cela, un agent spécialisé dans la protection des enfants répond ainsi. Cela confirme la prise en charge, terrifiante, des violences sexuelles par la police française. Et ici, particulièrement, celles qui concernent des mineurs. Selon Libération, le policier concerné aurait été muté depuis.

### ► [Lien vers l'enregistrement](#)

(posts de Nantes Révoltée)

## Pass sanitaire confirmé jusqu'au 31 juillet

R Et c'est donc en toute discrétion, à 3h du matin, et en petit comité que l'assemblée a voté un texte qui permet de recourir au Pass Sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 ! Ñ

PS : Facebook menace de nouveau notre page de fermeture définitive. N'hésitez pas à rejoindre nos autres plate formes ( liens en commentaire )

(post de Cerveaux non disponibles)

## Répression anti-syndicale en Guadeloupe

Voici le vrai visage de la démocratie française en Guadeloupe, la secrétaire générale de UTS-UGTG Claudine MARATON est interpellée sur le piquet de grève ce matin par des gendarmes menottée les mains dans le dos. A quel haut responsable de syndicat en France on réserverait ce sort ? A aucun secrétaire générale de la CFTC, CFDT , SUD, CGT, UNSSA cela n'arriverait en France. Mais dans la colonie française qu'est la Guadeloupe tout est possible.

(post de Jean-Jacob Bicep)

## 4 CALAIS, GRANDE-SYNTHÉ : EXPULSIONS MASSIVES, MÉPRIS PRÉFECTORAL

Depuis plusieurs semaines sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais où des milliers d'exilé.es vivent, les forces de l'ordre font des opérations massives de démantèlement de campements et de contrôles. Pour dénoncer ces actions, des membres des nombreuses associations qui font le taf que l'État refuse de faire ont entamé une grève de la faim. Au 22 octobre, elles en sont au 12e jour.

ï Depuis le démantèlement de la Jungle de Calais, rien n'a changé pour la situation des exilé.e.s. Elle est en fait bien pire : l'État essaye de dissimuler leur présence, en les ostracisant toujours plus, en créant de véritables forteresses de béton et de barbelés autour des infrastructures, en multipliant toujours plus les opérations policières de contrôle et de destruction des espaces de vie.

ï À Grande-Synthe, on démantèle des camps de 800 personnes (impliquant des moyens démesurés en force de l'ordre, sociétés techniques ou agent.e.s municipaux.ales), puis on construit des douves autour du terrain pour rendre la réinstallation plus compliquée.

ï À Calais, des pierres apparaissent "mystérieusement" devant un point de ravitaillement en eau pour les personnes en galère. Quand les cuves ne sont pas volées ou crevées, voilà que leur accès est rendu plus compliqué. La Mairie fait comme si elle ne savait rien. Qu'elle aille bien manger ses morts.

ï À Calais, un arrêté interdisant la distribution de repas aux personnes dans le besoin est incessamment reconduit. Pour les autorités, c'est une manière de plus d'éviter de créer un "appel d'air" d'exilé.e.s. C'est surtout une bonne manière de les affamer et de faire de leur vie un enfer.

ï Yasser, un jeune soudanais de 20 ans, est décédé le 28 septembre très tôt le matin. Il a été percuté alors qu'il essayait de monter dans un camion pour s'offrir une meilleure vie au Royaume-Uni. Une manifestation a été organisée par des exilé.e.s en octobre pour lui rendre hommage et dénoncer le sort qui leur est laissé. On relève 304 morts à la frontière franco-britannique depuis 1999.

À Calais, le Rassemblement National, mais aussi Darmanin, (et Zemmour à Dunkerque) bref : l'extrême-droite a fait quelques visites en grandes pompes pour faire sa propagande politique. Du côté du gouvernement, ils attendent que l'Angleterre honore son engagement à mettre 63 millions d'euros pour lutter contre l'immigration "illégale". Darmanin chouine en disant que la France est seule à mettre tant de moyens qu'elle ne met pourtant plus du tout dans l'accueil digne des exilé.es, ou uniquement via des structures vérolées ou sous-oxygénées. Aujourd'hui (vendredi 22 octobre), le ministre de l'Intérieur a annoncé la rénovation du commissariat de Calais. L'argent magique, c'est quand on veut.

Des commerçant.e.s de Calais se plaignent de voir des camions de la Police aux frontières rester des heures devant leurs magasins. Encore une preuve que même les habitant.e.s détestent les moyens qui sont mis dans la police.

Le mois dernier, Natacha Bouchart, maire de Calais, recevait la légion d'honneur par... Sarkozy, qui a été jugé coupable de financement illégal de sa campagne de 2012. Bouchart fait évidemment partie des Républicains (ex-"UMP").

Face à la dureté de la situation actuelle et de la répression, à 9 jours de la "trêve hivernale" des expulsions, période symbolique où l'État fait un "effort" pour éviter de mettre plus en galère les gens dans la galère, des soutiens aux exilé.e.s du littoral ont entamé une grève de la faim (le 11 octobre 2021).

Leurs revendications sont simples, pas révolutionnaires, pas utopistes :

« " Suspension des expulsions quotidiennes et des démantèlements de campements durant la trêve hivernale  
" Durant cette même période, arrêt de la confiscation des tentes et des effets personnels des personnes exilées  
" Ouverture d'un dialogue citoyen raisonné entre autorités publiques et associations non mandatées par l'État, portant sur l'ouverture et la localisation de points de distribution de tous les biens nécessaires au maintien de la santé des personnes exilées. »

Pourtant, la sous-préfète se montre déjà très réticente.

Le Ministère dirige les préfetures, les préfetures dirigent les polices, les policiers humilient, mutilent, tuent, et c'est pour ça qu'on les déteste autant que le système qui leur donne des ordres. ACAB.

Lien vers la pétition :

<https://www.change.org/p/emmanuelmacron-gr%C3%A8ve-de-la-faim-%C3%A0-calais-arr%C3%AAt-de-la-maltraitance-des-personnes-exil%C3%A9es-faimauxfrontieres>

(post de Lille Insurgée)

## **Honteusement classique : les flics portent plaintes contre leurs victimes qui osent porter plainte contre eux**

Depuis ce matin une de nos camarade, soeur de l'une des personnes incarcérées, est placée en garde à vue dans le cadre d'une histoire rocambolesque

En effet, le 1er mai elle avait été victime de violences policières alors qu'elle filmait une charge des forces de l'ordre. Les policiers l'avaient empêchée de filmer, avait jeté son portable par terre et l'avaient trainée violemment sur le sol, ce qui lui avait valu plusieurs jours d'ITT. Notre camarade avait donc porté plainte contre ses agresseurs en uniforme. Et comme souvent, les policiers ont contre attaqué en portant eux mêmes plainte. **C'est donc désormais notre camarade qui est accusée de "violence aggravée" par l'un de ses agresseurs. Voici le prix pour celles et ceux qui osent porter plainte contre la police.**

Les flics ne reculent pas devant l'absurdité de leurs accusations. Il nous semble donc que c'est un véritable acharnement qui s'abat sur nos camarades et leurs famille.

Nous ne nous laisserons pas intimider ! La lutte continue !

(Post de Comité de soutien aux inculpés du 23.09)

## **™ DARMANIN TENTE DE RÉCUPÉRER LE CHANTEUR ANARCHISTE ET ANTI-FLICS BRASSENS**

Le pouvoir ose tout, y compris récupérer des célébrités décédées, qu'il aurait réprimé si elles étaient vivantes. Le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Gérard Darmanin, s'est amusé à tweeter les paroles d'une chanson de Georges Brassens : « Le r'présentant d'la loi vint, d'un pas débonnaire. Sitôt qu'il m'aperçut il s'écria : 'Tonnerre ! On est en plein hiver et si vous vous geliez !' » Problème : Brassens était un chanteur connu pour sa haine des uniformes et pour ses idées anarchistes.

On connaît la célèbre chanson « Hécatombe », dans laquelle Brassens se réjouit du passage à tabac de policiers : « Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes, Tout l'monde se réconcilie [...] en voyant ces braves pandores être à deux doigts de succomber, moi, j'bichais, car je les adore, Sous la forme de macchabées ».

Brassens a aussi publié des articles d'une rare violence contre la police lorsqu'il écrivait pour le journal anarchiste Le Libertaire :

« Nul ne saurait déceimment tenir rigueur à des gendarmes de leur tendance à vouloir vivre en bonne intelligence avec la bêtise », 1946.

« Un flic n'est qu'un flic, si abject soit-il... Et nous n'ignorons pas qu'en dépit de son trépas des milliers d'autres flics continuent malheureusement à vivre et à empuantir le pauvre monde », 1946.

« Au plus fort de l'émeute, deux membres du gouvernement passèrent leurs têtes de porc à la fenêtre de la Présidence et exhortèrent les vaillants révoltés à se pacifier et à se laisser exterminer par la racaille policière », 1946.

**Des mots doux seraient aujourd'hui dénoncés en boucle sur Cnews et par les syndicats policiers, et vaudraient certainement au chanteur une plainte du gouvernement. A l'époque, Brassens militait à la Fédération Anarchiste. Autre chose que l'Action Française de Darmanin !**

(post de Nantes Révoltée)

## **DIVERS**

- [Tout le monde déteste la police du métro](#) - La militarisation de la sûreté RATP doit nous interroger sur la banalisation de l'encadrement armé de notre vie quotidienne, et sur les manières d'y faire face. Fraude, gratuité des transports, solidarité employé-es-usager-es, autodéfense : quelles pistes explorer, quels outils développer ? (...) Flics ratés devenus supplétifs de la Police nationale, ils assurent une continuité des pratiques de terreur



policrière quotidienne, et constituent un instrument supplémentaire de contrôle social

- [Les opposants à l'agriculture intensive dans le viseur de la cellule Demeter](#) - Créée en 2019 pour lutter contre la délinquance dans le monde agricole, la cellule Demeter suscite la défiance des associations environnementales. Elles accusent les pouvoirs publics de criminaliser la critique du modèle agricole dominant.
- [Lyon, une politique pénale du « deux poids, deux mesures »](#) - Artistes, avocats et intellectuels signent une tribune de soutien aux antifascistes lyonnais incarcérés - Alors que jeudi 4 novembre, sept militants antifascistes dont 3 sont incarcérés, seront jugés pour avoir bousculé des militants du groupuscule fasciste Civitas, avocats, artistes et intellectuels dénoncent l'opportunisme pénal et politique des magistrats lyonnais
- [Pourquoi les arguments contre l'abolition de la police échouent inévitablement ?](#) - Ce texte écrit par Angela Davis, en octobre 2020 donne des arguments à la pensée abolitionniste en défendant que la société ne peut résoudre les problèmes du racisme au sein des institutions policiaro-judiciaire sans penser et se projeter dans un avenir radicalement différent passant par l'abolition de la police.
- [« États d'urgence, une histoire spatiale du continuum colonial français » : rencontre avec Léopold Lambert le mardi 16 novembre](#)
- [Marche pour Yanis, dimanche 7 novembre 13h](#) - Yanis, jeune homme de 20 ans a été gravement blessé suite à une course-poursuite avec la police pendant la nuit du 15 avril sur l'autoroute A1. Il décédera le 3 juin, après 49 jours dans le coma.
- [Trauma crânien et nez fracturé, des policiers du 19e à nouveau mis en cause](#) - Fin août, Wissem et Céline voient une voiture de police leur couper la route sans raison à Paris. Après un contrôle houleux, Wissem raconte avoir été très violemment tabassé dans la voiture par des policiers du 19e. L'IGPN a ouvert une enquête.
- [Expulsion de la ZAD du LIEN, 13 activistes en geôle : l'État passe en force](#) - Une centaine de gendarmes et leurs nombreux véhicules, un hélicoptère, des pelleuses, un incessant ballet de camions bennes... Le lieu-dit du Pradas à Grabels semblait sous état de siège ce matin, alors que les forces de l'ordre procédaient à l'évacuation et à la destruction au moins partielle de la ZAD du LIEN, au nord de Montpellier. Treize personnes ont été placées en garde à vue, de très nombreuses autres arrêtées puis relâchées après un passage au commissariat. Il y aurait au moins un blessé léger parmi les activistes interpellés.

## Plusieurs de nos camarades sont toujours en détention provisoire et à l'isolement

- ▶ [Des nouvelles des inculpés du 8 décembre](#) - Plusieurs de nos camarades sont toujours en détention provisoire et à l'isolement.

Le 8 décembre 2020, plusieurs perquisitions ont eu lieu aux quatre coins de la France, menant à l'arrestation de neuf personnes. Après 96h de garde à vue dans les locaux de la DGSI, sept d'entre-eux sont mis.es en examen pour « association de malfaiteurs à caractère terroriste en vue de la préparation d'un crime d'atteinte aux personnes dépositaires de l'autorité publique ». Cinq de ces personnes sont alors incarcéré.es, tout.es sous le statut de « détenu.es particulièrement surveillé.es » (DPS). Fin avril 2021, après cinq mois de privation de liberté, deux d'entre-eux sont libéré.es. Très récemment, à la mi-octobre 2021 suite à une demande de mise en liberté, un autre compagnon est libéré sous contrôle judiciaire, bien que le parquet ait fait appel, en vain.

Un des prévenus est placé à l'isolement depuis son arrestation le 8 décembre 2020, c'est-à-dire privé de tout contact avec d'autres détenus. Son isolement dure depuis dix mois et a été reconduit pour trois mois supplémentaires le 8 septembre 2021. Cette situation doit cesser au plus vite. Pour en témoigner, [nous reproduisons ICI une lettre qu'il a écrite depuis sa cellule d'isolement cet été](#). (...)

## L'extrême droite, amie des flics, et de la justice lyonnaise

¡ Aujourd'hui, un des quatre camarades incarcérés est passé au Tribunal judiciaire dans le cadre d'une nouvelle demande de mise en liberté (rejetée par le parquet, comme il fallait s'y attendre).

ΔLapsus embarrassant du côté du procureur qui assimile Civitas aux forces de l'ordre au sujet des précédentes mises en cause de notre camarade, puisqu'il explique au tribunal que l'inculpé s'est attaqué à l'autorité publique dans l'altercation avec Civitas.

Pour justifier le rejet de la demande de mise en liberté, la juge rajoute une circonstance aggravante : la discrimination des victimes de part leur appartenance supposée à l'extrême droite. L'extrême droite est donc posée en victime par la juge elle-même, en étant assimilée à une minorité discriminée... On croit rêver...

¥On se retrouve tous et toutes le 4 novembre.

L'ANTIFASCISME N'EST PAS UN CRIME !

Comité de soutien aux inculpés du 23.09

## **É ET MAINTIEN DE L'APPEL A MANIFESTATION DU 6 NOVEMBRE**

Communiqué de presse de La Confédération paysanne, De Bassines Non Merci et des Soulèvements de la Terre  
Ce mercredi 27 octobre à 8h, Julien Le Guet et Thomas X, militants du collectif Bassines Non Merci ont été arrêtés chez eux puis mis en garde-à-vue. Selon la presse "cette interpellation serait en lien avec la manifestation du 22 septembre qui avait vu 700 opposant-e-s investir le chantier en cours de la première retenue à Mauzé-sur-le-Mignon et mettre les machines à l'arrêt".

La police a également perquisitionné les appartements de 2 personnes dont un membre de la Confédération paysanne des Deux-Sèvres pour une prétendue implication dans ces actions.

Les Soulèvements de la Terre, la Confédération paysanne et Bassines Non Merci expriment leur solidarité sans faille et renouvellent leur appel à mobilisation nationale contre les méga-bassines le 6 novembre prochain à Mauzé-sur-le-Mignon en pleine COP 26.

Cette arrestation de militants, menottés et à l'aube est une véritable mise en scène visant à intimider à nouveau l'ensemble du mouvement anti-bassines. Une convocation aurait en effet suffi, le collectif Bassines Non Merci ayant désormais l'habitude de répondre aux convocations de la gendarmerie.

Cette mise en scène indigne ne fait que confirmer le soutien du gouvernement à ces projets d'accaparement de l'eau par l'agro-industrie, qu'il appuie déjà financièrement. Ces méga-bassines privatisent la ressource en eau, au profit de quelques uns et d'un modèle agricole simplifié, industriel et destructeur.

Nous ne nous laisserons pas intimider. Ce coup de pression ne fait que renforcer notre détermination à stopper ces projets absurdes et mortifères et à nous battre pour une préservation et un partage de la ressource en eau.

Nous serons encore plus nombreux.ses le 6 novembre prochain pour répondre à cette attaque et marquer notre solidarité. No bassaran !

A l'heure de ce communiqué, Julien Le guet vient de sortir de Garde à Vue.

(post Les soulèvements de la terre)

## MORT DE STEVE : MENSONGES D'ETAT

**Le Canard Enchaîné confirme que l'Etat à menti, de la base jusqu'au sommet du pouvoir, suite à la mort de Steve.**

; Le préfet de Nantes de l'époque, Claude d'Harcourt, a été auditionné pendant 5H par un juge, et il a joué à l'idiot : « le plus haut responsable local de l'Etat - donc le donneur d'ordre - ignorait que la Fête de la musique se tenait sur les quais de la Loire. Il ne savait pas non plus que le quai Wilson, lieu du rassemblement, était propriété de l'Etat. « Je ne connaissais pas l'endroit ». Bizarrement, à l'époque des faits, le même préfet ne disait pas du tout la même chose et défendait la charge contre les jeunes.

; Le même préfet défend le commissaire qui a lancé la charge, Grégoire Chassaing : « Très bien considéré par l'administration préfectorale (...), père de famille nombreuse. Il a six enfants, c'est un catholique pratiquant mais non militant. »

; L'IGPN et le Premier Ministre Edouard Philippe ont menti. En 2019, ils avaient déclaré publiquement que le portable de Steve s'était arrêté bien avant la charge, insinuant que la police n'avait rien à voir avec la noyade. « En réalité, les boeuf-carottes ne retiennent que l'heure du dernier SMS envoyé par la victime à un ami. Ils passent sciemment sous silence le dernier signal capté par la borne téléphonique la plus proche, à 4 h 33 et 35 secondes. Pieux mensonge ».

Source : Le Canard Enchaîné, 27 octobre 2021.

## 4 RÉPONSE OUVERTE AU PRÉFET DE LOIRE ATLANTIQUE

La préfecture de Loire-Atlantique a publié un communiqué décrivant « une manifestation à l'appel de "Nantes Révoltée" contre la venue d'Éric Zemmour », avec « 150 membres d'ultra-gauche et gilets jaunes au comportement particulièrement violent ». Et menace : « un travail d'enquête et d'identification s'engage ».

D'abord, nous rappelons au Préfet, qui le sait très bien, que Nantes Révoltée est un média, qui existe depuis 10 ans, et qui traite de l'actualité sociale et politique à Nantes et dans le monde. Nous sommes lus par plusieurs centaines de milliers de personnes chaque semaine. Un média n'organise pas de manifestations. En revanche, nous relayons des appels lorsque ceux-ci nous apparaissent nécessaires. La tenue d'un meeting pétainiste dans la ville des 50 Otages est un motif plus que légitime de mobilisation.

; Si des dégradations ont eu lieu, interrogez-vous sur la nécessité de gazer massivement un parking, sur une zone commerciale très fréquentée, avec beaucoup d'enfants, et plus généralement des personnes peu habituées aux manifs - et pouvant réagir de façon risquée.

; Interrogez-vous sur la forte présence de voitures et l'absence de gestion de la circulation en amont, de nombreuses voitures prises dans les gaz ayant mis en danger les personnes présentes à la manifestation. Selon plusieurs sources, les dégâts les plus importants ce samedi après-midi, ce sont les voitures endommagées par les tirs de grenades.

; Interrogez-vous sur les comportements des policiers zélés, ayant parfois déversé des dizaines de grenades lacrymogènes alors qu'il ne se passait absolument rien, et sans sommation.

; Interrogez-vous enfin sur la légalité, au moins sur la légitimité, d'une mise en scène médiatique autour d'un pseudo-candidat pétainiste à la présidentielle, multi-condamné pour « provocation à la haine raciale », qui réhabilite des tortionnaires notoires et propose une gestion de la société basée sur la ségrégation.

; Merci d'éviter de faire passer notre média, et plus généralement le mouvement antifasciste, pour des hordes de

violents cherchant à tout prix à en découdre. C'est la société que vous protégez qui est violente et indigne. Ne pas se soulever face à cet ordre injuste, voilà l'erreur.

A nos lecteurs et lectrices, à nos soutiens : cela fait deux fois cette semaine que Nantes Révoltée est menacée. Pour une photo d'affiches contre Zemmour, un torrent médiatique et une pluie de menaces se sont abattus sur nous, et nos comptes ont été bloqués temporairement. A présent, notre média est ciblé pour la manifestation de samedi. Et il y a quelques semaines, par des syndicats policiers. En plus de vagues régulières de diffamations et de menaces. Nous avons bien conscience d'être un contre-pouvoir dans une période d'effacement des contre-pouvoirs, de déranger alors que les autorités ne supportent plus de contestations. Nous continuons, mais avons besoin de votre solidarité en cas de nouvelles attaques. Merci.



**Chronique du système policier français : blindés de guerre, GAV à 69 ans, expulsions, récupérations, police du métro, cellule Demeter, mensonges d'État, insultes, répression d'écologistes... 57 millions d'euros de blindés de guerre neufs pour la répression policière, des lits en moins pour les hôpitaux**

## **NOUS SOMMES EN GUERRE : 90 NOUVEAUX BLINDÉS POUR MAINTENIR L'ORDRE**

### ► **Argent magique : 56 millions d'euros pour une nouvelle flotte de véhicules lourds**

⌋ C'était une annonce du « schéma national du maintien de l'ordre » dévoilé par le ministre de l'Intérieur il y a quelques semaines : l'arsenal lourd pour réprimer la population va être considérablement durci. Le rapport expliquait que « l'engagement de moyens aériens (hélicoptères, drones) devra être développé » et « les moyens spéciaux de type engins lanceurs d'eau ou véhicules blindés méritent d'être renforcés » puisqu'ils ont « prouvé leur intérêt » ces dernières années.

⌋ Les blindés - en lexique officiel, les VBRG pour Véhicules blindés à roues de la Gendarmerie - ont été achetés après mai 68, dans les années 70. **Déployés dans les territoires d'Outre Mer sur les populations colonisées, ils n'ont quasiment jamais été utilisés en Métropole, sauf à de très rares occasions. Ils ont refait leur apparition tout récemment sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou contre les Gilets Jaunes. Un symbole de la militarisation du pouvoir.**

; La commande officielle est donc entérinée par le Ministère de l'Intérieur : 90 « Véhicule Blindé de Maintien de l'Ordre » - VBMO -, pour 56 millions d'euros. Ils seront de fabrication française, par la firme Soframe. L'entreprise fournit déjà les forces de l'ordre française, notamment les imposants canons à eau utilisés contre les manifestations.

Les hôpitaux et l'enseignement agonisent, mais il y a de l'argent magique pour réprimer

; Pour rappel, la loi de finances 2021 prévoyait une enveloppe « Sécurités » dotée de 13,9 milliards d'euros, augmentée d'un milliard d'euros au titre du plan de relance pour le ministère de l'Intérieur. Pour la Gendarmerie nationale, c'est une hausse considérable de 42% des « dépenses d'investissement ». **Bref, les hopitaux et l'enseignement agonisent, mais il y a de l'argent magique pour réprimer.**

; **Première livraison de blindé dès le premier semestre 2022, soit dans quelques mois. « Les véhicules restants seront commandés dès validation de cette tête de série » explique un communiqué officiel. Une « validation » sur le terrain ? Ces véhicules remplaceront progressivement les vieux à roues de la gendarmerie. « Ils permettront aux forces de l'ordre de conduire des opérations de rétablissement de l'ordre dans des environnements dégradés, ainsi que des opérations sous le feu » explique-t-on. En effet, il s'agit d'outils militaires : ces blindés peuvent être utilisés en situation de conflit armé, il est possible d'installer une mitrailleuse sur le toit. Leur petit nom marketing : ARIVE, pour Armoured Infantry Vehicle. Nous sommes en guerre.**

(posts de Nantes Révoltée)

## nüB Rien de nouveau à l'horizon : la police déteste toujours tout le monde ! ¥

#PassionArrachageDeTentes

Hier, environ 200 personnes mal logées ont tenté d'occuper la place de l'Hotel de Ville de Paris pour interpeller la maire et le gouvernement sur leur situation invivable.

Ils veulent des logements pour toutes et tous. Les participants à l'action étaient principalement des familles ainsi que quelques militants de l'association Utopia 56 Paris et Ile-de-France.

**Très rapidement, la police est arrivée massivement avec en bonus la Brav-M et a violenté hommes, femmes et enfants sans distinction. Elle a également arraché et confisqué toutes les tentes. Ces tentes qui sont le seul abri de ces familles en ce début d'automne...**

A la suite de l'action :

125 personnes emmenées en gymnase par la mairie et une centaine reste totalement sans abri. Images @maat\_9

(post de Cerveaux non disponibles)

## La police française dans ses oeuvres

"Rentre chez toi.. Avec ta sale gueule de singe !"

La police française dans ses oeuvres.

Source Pekze785

▶ [VIDEO](#) sur Cerveaux non disponibles

## Ñ QUINZE DÉPARTEMENTS REFUSENT QUE LE RSA SOIT VERSE AUX NON VACCINÉ.E.S.

La Gironde, le Lot et Garonne, les Landes et plusieurs départements affirment ce vendredi 29 octobre avoir écrit au Premier ministre pour demander une suspension du RSA pour les « personnes privées d'emploi suite à un refus d'obligation de vaccination ».

Dans leur viseur, les salariés qui ne peuvent plus exercer leurs fonctions du fait de leur refus du vaccin anti-Covid. Ces salariés ne sont pas des « personnes qui sont dans l'impossibilité d'avoir des revenus d'activité » car selon ces départements ils ont fait le choix de ne plus travailler.

Si la campagne vaccinale avait pour but de sauver des vies en freinant l'épidémie Covid, le gouvernement fera t il le choix de laisser crever de faim celles et ceux qui refusent ce vaccin ?

(post de Cerveaux non disponibles)

## Répression d'un lancer d'alerte

Sébastien Arzac, le cofondateur de L214, risque 1 an de prison suite à une enquête dans un élevage de veaux.

On lui reproche de s'être "introduit sans le consentement des propriétaires" et d'avoir "porté atteinte à l'intimité de la vie privée" en filmant les entrepôts des élevages agricoles de la SICA Ouest Elevage.

Le travail de L214 dérange, mais notre détermination reste intacte malgré les menaces

(Post de L214 - <https://www.l214.com/>)

## APRÈS AVOIR PROTÉGÉ ZEMMOUR, LA POLICE EXPULSE LA MAISON DU PEUPLE

- Vitre cassée, intimidations et évacuation immédiate d'un bâtiment vide

Ce samedi, plusieurs centaines de manifestants défilaient dans le centre de Nantes pour le droit au logement, et pour réclamer une nouvelle Maison du Peuple : un lieu d'hébergement, de rencontres et de solidarités, expulsé au milieu de l'été.

A l'issue de cette manifestation, un bâtiment était investi dans le coeur de la ville, rue de Gigant : un ancien Foyer de Jeune Travailleurs vide, avec des dizaines de places impeccables prêtes à accueillir celles et ceux dans le besoin. 1 800 mètres carrés, qui sont destinés à être transformés en logements haut de gamme. La mairie qui prétend qu'il n'y a pas de place disponibles ment, puisque de tels bâtiment existent dans les beaux quartiers.

Quelques heures seulement après cette ouverture porteuse d'espoir, des dizaines de forces de l'ordre encerclaient les lieux. Les CRS ont brisé une vitre du bâtiment et intimidé les occupants et occupantes, avant d'expulser le

bâtiment. Deux personnes ont été embarquées, avant d'être relâchées. Un déploiement considérable, pour un bâtiment vide, qui ne sert à personne, et qui pourrait rendre service à des dizaines d'êtres humains alors que l'hiver arrive. Un rassemblement nocturne a ensuite eu lieu Place du Bouffay.

**En résumé, après avoir passé l'après-midi à tirer des grenades pour protéger un meeting pétainiste, la police nantaise a expulsé avec zèle la Maison du Peuple. Une profession au service du bien commun.**

Les membres de la Maison du Peuple annoncent que ce n'est que « partie remise ». A suivre !

(post de Nantes Révoltée)